

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS: Roubaix-Tourcoing: Trois mois. . . 12.50 Six mois. . . 26.00 Un an. . . 50.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, 12015 mois. . . 15 fr. La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

INSERCTIONS: Annonces: la ligne. . . 20 c. Réclames: . . . 30 c. Faits divers: . . . 50 c. On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. QUARRÉ, libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAMITTE et C^o, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'OFFICE DE PUBLICITE.

ROUBAIX, 15 NOVEMBRE, 1879

BOURSE DE PARIS DU 15 NOVEMBRE 1879 Cours à terme de 15 h. 1/2 m. suivant dépêche télégraphique de M. Nicolas Cordier, banquier, 6, rue Chateaub. Paris. (Les cours sont affichés chaque jour, vers 2 h. 1/2, à la Banque Nicolas Cordier, 15, rue des Écoles, Tourcoing.)

Table with columns: VALEURS, COURS du jour, COURS précéd. Rows include Rente 3 0/0, Rente 5 0/0, Banque de Paris, Banque d'Escompte, Crédit Foncier de France, Mobilier Français, C^o Parisienne du gaz, Act. Suez, Florin or Autriche, Egypte uni., Florin Hongrois, Italien 5 0/0, Banque ottom., Mobilier Espagnol, Act. Autrichiens, Act. Lombards, Consolidés anglais, Banque hypothécaire.

BOURSE DE PARIS (Service gouvernemental) 14 NOV. 15 NOV. 3 0/0 amortissable, 4 1/2 0/0, Emprunts 5 0/0.

Service particulier 14 NOV. 15 NOV. Act. Banque de France, Société générale, Crédit f. de France, Chemin autrichien.

que ce M. Bathie, tant bafoûé, trouve des imitateurs dans le camp de ses adversaires politiques. Une publication centre-gauche, fort accréditée, et qui est comme une sœur du Journal des Débats, nous voulons dire la Revue des Deux-Mondes, signale ainsi, dans sa chronique, le désordre moral qui caractérise la période actuelle :

« Ce qui est manifeste à l'heure présente, dit la Revue des Deux-Mondes c'est le désordre moral, d'autant plus sensible qu'il se produit avec une sorte de jactance bruyante, au milieu d'un pays matériellement paisible, désireux de repos, préoccupé des mille soins pressants de sa vie laborieuse, importuné plutôt qu'intéressé par toutes les agitations dont on l'assourdit. Oui, sans doute, il ne faut pas craindre de l'avouer, ce désordre moral, assez superficiel encore, mais toujours dangereux, s'est étrangement développé depuis quelque temps, il envahit par degrés toutes les sphères, et, si l'on veut mesurer le chemin qu'on a fait en moins d'une année, on n'a qu'à rapprocher par la pensée cette situation confuse, troublée, qui existe aujourd'hui, de la situation qui existait au moment où M. le président de la république arrivait au pouvoir, il y a neuf mois. Entre ces deux époques, la différence est sensible. »

Désordre moral ! Allons ! journaliers radicaux et opportunistes, aimez-vous

toujours que, du côté de notre frontière, une lumière apparaîtrait qui leur ferait voir qu'en cas de complications européennes, l'Autriche pourrait trouver à Paris l'appui qu'il lui répugnait d'attendre de Berlin. C'est seulement en désespoir de cause, c'est-à-dire lorsque la présomptueuse ignorance de nos gouvernants fit qu'à Vienne on eut vent de désespérer de nous-mêmes, qu'on eut aussi à porter ailleurs ses espérances et à accepter, en le subissant, le protectorat habilement offert par M. de Bismarck.

« Tout s'efface en ce monde, l'amour et il est toujours sage de s'en souvenir. Cependant on peut dire qu'à Vienne, même depuis le voyage du chancelier, les hommes d'Etat, ceux qui méritent vraiment ce nom, continuent à aimer la France. Ils voudraient pouvoir le lui prouver. Mais ils sont d'abord Autrichiens, et c'est tout simple. Et, voyant à quoi nous a réduits notre politique imprévoyante et folle, et ce qu'elle porte de menaces, même en dehors de nos frontières, pour les gouvernements et pour les peuples, ils se résignent bien qu'il leur en coûte, à chercher ailleurs que chez nous les alliances dont ils prévoient que l'Autriche pourra avoir besoin un jour. Ils ne nous menacent pas ; il nous regardent. Témoins attristés de nos erreurs et de nos fautes, ils nous tiennent à la fois pour incapables et pour impuissants. Ils savent que nous resterons tant que nous ne changerons pas d'allures, et songeant à eux, ils nous abandonnent à nous-mêmes. »

C'est l'expression dont se servait un des personnages haut placés dont je vous apporte ici le témoignage, confirmant ainsi d'un seul mot, telle que vous l'indiquez dans votre article de ce jour, la politique qui en ce moment prévaut à Vienne. Elle y prévautra tant que M. de Bismarck ayant l'ambition de gouverner l'Allemagne, nos gouvernants n'en auront d'autre que de

LETRE DE PARIS (Correspondance particulière.)

Paris, 14 novembre.

Pour se convaincre que l'heure impartiale de la postérité n'est pas encore venue pour M. Thiers, il suffit de lire les jugements contradictoires portés par les organes des divers partis sur l'homme d'Etat et l'écrivain dont le panégyriste a rempli hier la séance de l'Académie française. Sans parler et pour cause, des jugements exprimés par les feuilles légitimistes et les journaux bonapartistes, je constaterai que la presse républicaine est profondément divisée pour apprécier les mérites de celui que l'on considère généralement comme le fondateur de l'ordre de choses actuel.

Tandis que les organes du centre gauche et ceux de la gauche républicaine applaudissent sous réserve aux éloges de MM. Henri Martin et Marnier, les opportunistes dans la République française, ne parlent qu'avec dédain de l'orateur, de l'écrivain, de l'homme d'Etat qui, tour à tour, révolutionnaire et conservateur, a cru finalement que le salut de la France était dans la République conservatrice.

Quant aux journaux de l'extrême gauche aux intransigeants, à ceux qui s'intitulent les vaincus de M. Thiers, ils évoquent pour étouffer sa mémoire : la rue Transnonain, la répression de la Commune, les conseils de guerre, la déportation, et ils l'accusent d'avoir provoqué l'insurrection de 1871 à l'effet d'écraser la République et de

M. Jérôme Napoléon et le condamne à une pénible discrétion.

Le Siècle ne s'en tient pas là, car après avoir dénoncé à M. Le Royer la Correspondance Saint-Chéron et les Tablettes d'un spectateur comme s'attachant à répandre de fausses nouvelles capables de jeter l'inquiétude dans les départements au sujet de la situation de Paris, il s'en prend aux sénateurs opposés à l'article 7, qui occupent des fonctions publiques, afin de leur bien recommander, et l'on sent la menace sous cette invitation, de s'abstenir lorsqu'il s'agira de voter pour ou contre les projets Ferry. Ces sénateurs sont MM. Chanzy, De Normandie, Dauphin, Faye, Fournier, Pothuau, Tessierenc de Bort et de Saint-Valher. Que l'on dise après cela que les républicains ne s'assimilent pas, en les exagérant, les procédés qu'ils ont tant de fois reprochés aux régimes précédents !

C'est seulement après-demain dimanche, que M. Jules Grévy, après avoir reçu à déjeuner M. Gambetta le mènera chasser avec lui dans les tirés de Marly. On ajoute que M. Martel, qui a fait également visite avant-hier au président de la République, et qui s'est entretenu avec lui de la situation politique, sera aussi de la partie.

Le rapport de M. Varroy au nom de la Commission des finances du Sénat ne sera pas déposé avant le 29 ou le 30 novembre. Il en résulte que le débat en séance publique ne commencera guère que dans la première semaine de décembre. Ce qui n'empêche pas la presse opportuniste de continuer

la mer Noire ou se bornera-t-il à visiter Smyrne. C'est ce que personne ne sait, et cependant, le caractère de la démonstration changera essentiellement selon que la flotte pénétrera plus ou moins profondément dans les eaux turques. On ne sera fixé à ce propos qu'ici à quelques jours. De même, en ce qui concerne les armements pressés, de nouvelles informations doivent être attendues. Ce qui est seulement certain dès à présent, c'est qu'à Londres où on aurait dû surtout être ému, les consolidés ont baissé de 1/16 seulement; c'est qu'en Allemagne, les cotes sont lourdes, il est vrai, mais sans baisse caractérisée. Ces deux faits sont au moins rassurants.

C'est aujourd'hui qu'a eu lieu, au Palais de Justice, devant la 1^{re} chambre de la Cour d'appel, l'entérinement des lettres de grâce de Gilles et d'Abadie. Les deux condamnés ont été introduits et amenés à la barre.

Gilles et Abadie, les cheveux ras, portent le costume gris des prisonniers. Ils sont toujours aussi effrontés, quoique leurs poignets soient serrés par des menottes. Abadie est pâle. Sous la paupière inférieure droite, une tâche rouge, la marque d'un coup de rate la peau. Gilles a sensiblement maigri.

La trace du coup que porte Abadie à la paupière est, dit-on, celle-ci : Au sorti de la prison, au moment de monter en voiture, les deux meurtriers auraient tenté de vider une vieille querelle. Gilles s'est rué sur